

PRÉFET DE LA VENDÉE

Arrêté n°17-DRCTAJ/1-783

mettant en demeure la CAVAC de respecter les prescriptions applicables à l'installation qu'elle exploite à Sainte-Gemme-la-Plaine (site *le fief chapitre*)

Le Préfet de la Vendée
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.514-5 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°12-DRCTAJ/1-713 du 15 juin 2012 autorisant la société CAVAC à poursuivre l'exploitation d'une unité de stockage de céréales et une unité de production d'isolant naturel, au lieu-dit *le fief chapitre* à Sainte-Gemme-la-Plaine, notamment son article 1.2.1 ;

Vu l'incendie survenu dans la nuit du 19 au 20 avril 2012 qui a complètement détruit le bâtiment de stockage de matières premières et de produits finis de l'unité de fabrication de matériaux isolants ;

Vu le document intitulé « notice informative modification du hall de stockage sur le site de Sainte-Gemme-la-Plaine – janvier 2014 » de la société B2E LAPASSADE, appelé ci-après « notice informative de janvier 2014 », adressé au préfet de la Vendée qui, d'une part, présente les modifications apportées par la société CAVAC à son bâtiment de stockage de matières premières et de produits finis de l'unité de fabrication de matériaux isolants dans le cadre de sa reconstruction, et, d'autre part, justifie que ces modifications ne génèrent pas de nouveaux risques pour les tiers ;

Vu le courrier de l'exploitant, référencé SECU 10 014 du 19 juin 2014, adressé au préfet de la Vendée, informant :

- d'une part, que le mur séparant la partie « production » de la partie « stockage » de l'unité de fabrication de matériaux isolants présente un classement au feu REI 120 et non REI 180 comme mentionné dans la notice informative de janvier 2014 et l'arrêté préfectoral du 15 juin 2012 susvisés,
- d'autre part, que les rideaux d'eau prévus sur ce mur coupe-feu dans la notice informative ne seraient pas mis en place du fait de la mise en place d'un système d'extinction automatique sur la totalité de l'installation (partie « production » et partie « stockage ») ;

Vu le courrier du préfet de la Vendée, en date du 9 septembre 2014, considérant les modifications apportées à l'installation de production d'isolant naturel telles que décrites dans la notice informative de janvier 2014 actualisée par le courrier du 19 juin 2014 susvisés, comme non substantielles au sens de l'article R.512-33 du code de l'environnement alors en vigueur ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement relatif à la visite d'inspection réalisée le 11 octobre 2017, transmis à l'exploitant par courrier du 24 octobre 2017, conformément aux dispositions de l'article L.171-6 du code de l'environnement ;

Vu les observations de l'exploitant transmises par courrier du 10 novembre 2017 ;

Considérant que parmi les mesures de maîtrise des risques mentionnées dans la notice informative de janvier 2014, figurent l'augmentation du volume du bassin de rétention des eaux d'extinction d'un incendie afin qu'il atteigne 1 500 m³ ainsi que la limitation de la hauteur de stockage des

matières premières, des encours et des matières finies inflammables au sein du bâtiment de stockage reconstruit ;

Considérant que l'article 8.2 de l'arrêté préfectoral du 15 juin 2012 impose la présence d'un « *mur REI 180 entre la partie production et le stockage (avec fermeture automatique des portes coupe-feu activée par des détecteurs de fumée)* », que l'exploitant a informé le préfet que ce mur présentait en fait un degré de résistance au feu REI 120, que le préfet a considéré cette modification comme non substantielle, dans son courrier du 9 septembre 2014, après avis de l'inspection des installations classées ;

Considérant que l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 15 juin 2012 susvisé dispose que « *les installations et leurs annexes sont implantées, construites, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers présentés au préfet sauf en ce qu'ils auraient de contraire aux prescriptions du présent arrêté* » ;

Considérant dès lors que les dispositions techniques ci-dessus énoncées (présence d'un bassin de rétention d'un volume de 1 500 m³, limitation de la hauteur de stockage des encours, présence d'un mur REI 120 avec fermeture automatique des portes coupe-feu) doivent être respectées par l'exploitant ;

Considérant que lors de la visite du 11 octobre 2017, l'inspecteur de l'environnement a constaté ce qui suit :

- le mur coupe-feu n'est pas équipé de portes assurant un degré de résistance au feu équivalent à celui exigé pour les parois, de sorte que la résistance au feu de l'ensemble « parois plus portes » n'est pas REI 120,
- le bassin de rétention des eaux d'extinction d'un incendie n'a pas fait l'objet de travaux d'agrandissement, de sorte que son volume reste limité à 1 100 m³ en lieu et place de 1 500 m³ comme mentionné en page 25 de la notice informative de janvier 2014,
- les balles de ouate de cellulose étaient stockées sur une hauteur de 4,80 mètres (6 balles de 80 cm de hauteur unitaire), alors que le tableau 5 « caractéristiques des îlots » en page 29 de la notice informative de janvier 2014 limite la hauteur de stockage de ces produits (classés comme fibres intermédiaires) à 2 mètres ;

Considérant que ces constats constituent des manquements aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 15 juin 2012 ;

Considérant que ces manquements sont susceptibles de porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, notamment en cas de nouvel incendie ;

Considérant l'article L.171-8 du code de l'environnement qui dispose que « *en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations [...], l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine* » ;

Considérant qu'un délai de quatre mois est jugé suffisant pour lever ces écarts ;

ARRETE

Article 1 : La société CAVAC, dont le siège social est situé 12 boulevard Réaumur à La Roche-sur-Yon, est mise en demeure de respecter, **dans un délai maximal de quatre mois** à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral n°12-DRCTAJ/1-713 du 15 juin 2012 pour les installations qu'elle exploite à Sainte-Gemme-la-Plaine, au lieu-dit *le fief chapitre*.

Pour cela, l'exploitant :

- équipe le mur séparant la partie « stockage » de la partie « production » de l'unité de fabrication d'isolants de portes présentant une même résistance au feu que la paroi du mur (REI 120), la fermeture des portes se réalisant automatiquement après activation par des détecteurs de fumée ;
- porte le volume du bassin de rétention des eaux d'extinction d'un incendie à un minimum de 1 500 m³ ;
- limite la hauteur des matières inflammables entreposées dans le bâtiment de stockage des matières premières, encours et produits finis de l'unité de fabrication d'isolants, en ne dépassant pas les hauteurs mentionnées en page 29 de la notice informative de janvier 2014 susvisée.

Article 2 : L'exploitant adressera au préfet de la Vendée, **dans un délai de quatre mois** à compter de la notification du présent arrêté, les justificatifs attestant du respect des dispositions mentionnées à l'article 1.

Article 3 : Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 4 : Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Nantes (6 allée de l'Ile Gloriette – CS 24111 – 44041 NANTES cedex) :

1° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée,

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.181-3 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter de :

a/ l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 du code de l'environnement,

b/ la publication de la présente décision sur le site internet de la préfecture, prévue au 4° du même article .

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°

Article 5 : Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de Sainte-Gemme-la-Plaine et pourra y être consultée.

Un extrait de cet arrêté sera affiché dans cette même mairie pendant une durée minimum d'un mois.

Un procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire et envoyé à la préfecture – pôle environnement - section des installations classées.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture de la Vendée et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant par lettre recommandée avec accusé de réception, et dont une copie sera transmise au sous-préfet de Fontenay-le-Comte.

Fait à La Roche-sur-Yon, le - 4 DEC. 2017
Le Préfet,
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général
de la Préfecture de la Vendée
Vincent NIQUET

Arrêté n°17-DRCTAJ/1- 783
mettant en demeure la CAVAC de respecter les prescriptions applicables à l'installation qu'elle exploite à Sainte-Gemme-la-Plaine
(site *le fief chapitre*)